2025 - 125

ARRETE MUNICIPAL
Portant autorisation temporaire d'occuper le domaine public de Terres-de-Caux

Nous, Maire de Fauville-en-Caux, commune déléguée de Terres-de-Caux,
VU le code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et suivants, L1311-1 à 1311-8 ; L2122-21 et L2213-6,
VU le code général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2121-1, L2122-1 et suivants, L2125-1 et suivants,
VU le Code de la voierie routière,
VU l'article 610-5 du code pénal,
VU la demande présentée par **l'entreprise TTD sise 327 bis rue de Sueur 60490 MARGNY SUR MATZ pour réaliser le déménagement de M. NION Hervé à la Villa Emeraude** sis 66 boulevard Alleaume, le samedi 19 juillet 2025.
CONSIDERANT qu'il convient de règlementer les occupations du domaine public qui dérogent à son utilisation normale,

ARRETONS

ARTICLE 1 : **Le samedi 19 juillet 2025 de 8h00 à 18h00,** l'entreprise TTD est autorisée à réaliser un déménagement à la Villa Emeraude sis **66 boulevard Alleaume** à Fauville En Caux 76640 Terres-de-Caux. Le stationnement sur la place handicapée et la place destinée aux ambulances lui sera donc réservé.

ARTICLE 2 : Le bénéficiaire s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'aux activités autorisées.

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire s'engage à garantir la Commune de Terres-de-Caux contre tous recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accidents ou dommages causés par les personnes ci-dessus visées au premier alinéa.

ARTICLE 4 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions de lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à la législation en vigueur pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du maire de Terres-de-Caux. Un recours peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours administratif par le maire, s'il a été formé dans le délai du recours contentieux.

ARTICLE 6 : Monsieur Le Maire, Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la police municipale intercommunale, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Terres-de-Caux, le 8 juillet 2025.
P/O Gilbert LACHEVRE
Maire délégué, adjoint en charge de la sécurité

MAIRIE de TERRES-DE-CAUX (Seine-Maritime)

Terres de Caux - Hôtel de ville - BP 15 - Fauville en Caux - 76640 Terres de Caux
Tél 02 35 96 74 11 - Courriel : terresdecaux@terres-de-caux.fr - Site Web : www.terres-de-caux.fr

2025 - 128

ARRETE MUNICIPAL
Portant autorisation temporaire d'occuper le domaine public de Terres-de-Caux

Nous, Maire de Fauville-en-Caux, commune déléguée de Terres-de-Caux,
VU le code général des Collectivités territoriales et notamment ses articles L2212-1 et suivants, L1311-1 à 1311-8 ; L2122-21 et L2213-6,
VU le code général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment ses articles L2121-1, L2122-1 et suivants, L2125-1 et suivants,
VU le Code de la voierie routière,
VU l'article 610-5 du code pénal,
VU la demande présentée par **l'entreprise TTD sise 327 bis rue de Sueur 60490 MARGNY SUR MATZ pour réaliser un déménagement** sis 716 rue Bernard Thélu à Fauville en Caux 76640 TERRES-DE-CAUX, le samedi 19 juillet 2025.
CONSIDERANT qu'il convient de règlementer les occupations du domaine public qui dérogent à son utilisation normale,

ARRETONS

ARTICLE 1 : **Le samedi 19 juillet 2025 de 8h00 à 18h00,** l'entreprise TTD est autorisée à réaliser un déménagement **sis 716 rue Bernard Thélu à Fauville En Caux** 76640 Terres-de-Caux.

ARTICLE 2 : Afin de sécuriser le déménagement et faciliter la circulation, **le poids lourds de 19t (12mètres de long) pourra stationner le long de la maison et il sera par contre interdit de stationner en face, du n° 703 au n° 723 rue Bernard Thélu.**

ARTICLE 3 : Le bénéficiaire s'engage à respecter, en toutes circonstances, les lois et règlements se rapportant tant à l'occupation des lieux qu'aux activités autorisées.

ARTICLE 4 : Le bénéficiaire s'engage à garantir la Commune de Terres-de-Caux contre tous recours, quels qu'ils soient, à la suite d'accidents ou dommages causés par les personnes ci-dessus visées au premier alinéa.

ARTICLE 5 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions de lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à la législation en vigueur pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du maire de Terres-de-Caux. Un recours peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours administratif par le maire, s'il a été formé dans le délai du recours contentieux.

ARTICLE 7 : Monsieur Le Maire, Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la police municipale intercommunale, sont chargés, chacun en ce qui concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Terres-de-Caux, le 9 juillet 2025.
P/O Gilbert LACHEVRE
Maire délégué, adjoint en charge de la sécurité

MAIRIE de TERRES-DE-CAUX (Seine-Maritime)

Terres-de-Caux - Hôtel de ville - BP 15 - Fauville-en-Caux - 76640 Terres-de-Caux
Tél 02 35 96 74 11 - Courriel : terresdecaux@terres-de-caux.fr - Site Web : www.terres-de-caux.fr